

RAPPORT N° 2022/6-27
Au bureau de la Communauté
En séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET : PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT DE L'AMO BAOBAB -MOBILISATION DE SUBVENTIONS DU FONDS OUTRE-MER PROPOSE PAR L'AFD.

ORIENTATION 2 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

Axe 5 : Evoluer vers un territoire « 100% mobile »

Contexte

La CINOR au regard des compétences transférées et modifiées par Loi d'Orientation des Mobilités (LOM-Décembre 2019), réaffirme son ambition à vouloir développer différentes solutions promouvant, sur le territoire du Nord-Est, une mobilité durable.

Cet engagement se traduit plus particulièrement par la volonté confirmée de notre collectivité à vouloir réaliser les grandes infrastructures de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) utiles à une desserte adaptée de nos quartiers et, à un maillage plus efficient des réseaux publics de transport en vue d'améliorer l'offre de service pour les usagers.

Dans une démarche concertée, en lien avec les communes membres et la Région Réunion, notre collectivité s'est réinterrogée sur les modalités de déploiement d'une offre de mobilité, avec pour support le développement d'une infrastructure de transport en commun selon deux axes :

- le premier axe viserait, à partir des aménagements existants, à structurer un véritable site propre, allant du mail du Chaudron à l'entrée Ouest de Saint Denis, en s'appuyant en grande partie sur le tracé existant. Ce dernier serait amendé par un itinéraire qui emprunterait, à partir du pôle océan, la route nationale 1, la rue de Nice, le barachois, pour rejoindre un futur pôle d'échange multimodal à l'Ouest de la Ville de Saint Denis, en entrée de la route du littoral. Ce pôle constituerait le premier maillon d'une chaîne de parkings relais qui inciteraient à la réduction de l'utilisation de la voiture individuelle pour les usagers entrant dans le chef-lieu.
- le second axe consisterait à créer, dans les divers quartiers traversés, des infrastructures de type TCSP allant du mail du chaudron jusqu'au pôle d'échange « Est » multimodal de Sainte Marie, puis, entre Duparc et le Bocage (Sainte Suzanne), divers itinéraires prioritaires et/ou aménagements de voirie afin de répondre à une complémentarité d'offre, notamment avec celle développée par la Région dans le cadre de la mise en œuvre de sa VRTC.

Ce concept de mobilité réinterrogeant en matière de déplacement la place de la voiture au sein de notre agglomération, et intitulé BAOBAB (Bus Aéroport Ouest Bus Aéroport Bocage), a pour ambition de soutenir :

- Une offre de déplacement favorisant un temps de parcours plus réduit d'un bus à haut niveau de service en définissant au niveau de chaque quartier du territoire les équipements ajustés aux besoins.
- Une réponse quant à la possibilité d'une évolutivité de la plateforme aménagée vers un mode ferré.
- Les ambitions des villes membres et notamment celles de la ville de Saint Denis qui souhaite, en même temps qu'un réaménagement de son front littoral, développer d'avantage des projets ambitieux en matière de rénovation urbaine.

Plan de financement prévisionnel

Afin de conduire ce nouveau projet de TCSP, la CINOR souhaite s'entourer d'une assistance dans la conduite des phases études et des phases travaux.

Dans ce contexte, la collectivité s'est rapprochée de l'AFD afin d'étudier la possibilité de financement de ce type de prestation intellectuelle laquelle pourrait être estimée à ce stade entre 1.5 et 2 M d'€ HT.

Pour cela l'AFD se dit prête à consentir à un premier cofinancement de 600k€ pour une AMO estimée à 1,5M€ HT.

Cela représenterait un taux d'aide de 40% mobilisée sur le Fond Outre-Mer de l'AFD.

Ce Financement pourra être complété par d'autres sources dont le cadre est en cours de définition.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à mobiliser les subventions de l'AFD et à signer tous les actes afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIBON

Accusé de réception en préfecture
N° 249740119-20221209-BC2022-6-27-DE
Date de transmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022



DECISION N° 2022/6-27
Du Bureau de la Communauté
En séance du 09 décembre 2022

OBJET

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT DE L'AMO BAOBAB -MOBILISATION DE SUBVENTIONS DU FONDS OUTRE-MER PROPOSE PAR L'AFD.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire à délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-27 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à mobiliser les subventions de l'AFD et à signer tous les actes afférents.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

11 9 DEC 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-27-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022